

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

EDITORIAL

1 F

La "Nouvelle Action Française" refuse d'entrer dans le jeu électoral et de participer aux prochaines législatives.

Face aux partis qui s'affrontent, nous opposons un égal dédain, une égale hostilité, et nos votes circonstanciels n'auront qu'une seule optique : barrer la route à un candidat spécialement néfaste.

Nous ne nous désintéresserons pas pour autant de la bataille électorale qui s'annonce. Bien au contraire. Notre mouvement et notre presse montreront aux Français, dans les semaines à venir, que les élections ne peuvent résoudre aucun des problèmes posés par la mutation de notre société.

Face aux jeux des états-majors, nous appelons les citoyens à se révolter contre un système qui dénature leurs aspirations.

On nous objectera que ces citoyens votent en masse pour les partis de ce système. C'est exact.

Les motivations des divers électorats correspondent à des revendications légitimes. Une politique au service de la France suppose que l'on satisfasse à la fois le désir d'ordre et d'efficacité de l'électeur U.D.R., la passion de justice sociale de l'électeur communiste, le régionalisme du militant P.S.U. ou du partisan de J.-J. S.-S.

Le drame, c'est que les états-majors des partis opposent artificiellement ces revendications qui se complètent et trahissent en définitive les aspirations de leur électorat.

Nos concitoyens le sentent de façon confuse, en souffrent de façon diffuse mais réelle. C'est leur rendre leur dignité que de leur montrer comment ils sont les victimes d'une mystification.

N.A.F.

les électeurs trahis par les états majors

charles péguay :

un certain socialisme

page 3

une interview de jean ferniot

page 8



la presse menacée

« Nous savons que toute la presse d'opinion est à l'agonie, le problème est simplement de savoir si le libre journaliste à qui l'argent manque pourra longtemps encore assurer sa mission. »

G.-P. WAGNER.

Imaginez une salle de patronage avec ses rangées de fauteuils branlants, un tricycle oublié sous une fenêtre, une horloge aux aiguilles désespérément figées, et vous voilà transportés dans la salle de conférence de « Combat ». Dans ces locaux où est fabriqué le quotidien de l'Intelligence française, son rédacteur en chef, Philippe Tesson, accueillait, le 16 janvier, une réunion du club des Abonnés du XVI^e pour animer un débat sur le thème : « Quel avenir pour la presse ? »

LA MORT LENTE

Ramener la crise de la presse à la seule concurrence de l'audio-visuel n'est pas suffisant si on ne s'attache pas à en démonter les multiples éléments tant au niveau de la fabrication qu'au niveau de la distribution du quotidien.

Depuis 1945, le Syndicat du Livre dicte sa loi aux entreprises de presse, détermine lui-même les effectifs et contrôle l'embauche, le plus souvent sur des critères politiques. Les conventions collectives contractées à la Libération, en imposant des effectifs pléthoriques, sont à l'origine d'un premier déséquilibre dans le financement du journal. Pour exemple, le coût d'impression est, en France, deux fois et demi plus élevé qu'en Grande-Bretagne.

Aux lourdes charges salariales s'ajoute le problème de la formation des hommes. A la tête de l'entreprise de presse siège le plus souvent un « gérant de fortune » ; la formation journalistique que l'Université n'a pas encore reconnue — exceptions faites des I.U.T. de Tours, Bordeaux et Strasbourg — demeure très inégale ; le sang nouveau qui manque à la presse pour se renouveler ne peut venir d'un pays qui compte parmi ses rédacteurs en chef les plus vieux cadres du monde. Sans compter en marge l'insécurité d'emploi des « pigistes » (1) non intégrés aux entreprises de presse et d'information.

Alors ? Malgré les tarifs postaux préférentiels, les subventions allouées sur le prix du papier, les avantages indéniables dont bénéficient les journalistes, la presse se porte mal. Pour distribuer et vendre le journal, impossible d'échapper au piège que constituent les Nouvelles Messageries de Presse Parisienne en position de monopole. Faire entrer un journal dans un circuit de distribution coûte très cher, et le cas du « Figaro » est, à ce titre, révélateur : le retour d'un exemplaire invendu prive le journal du bénéfice de deux exemplaires vendus. Aussi un journal, et tout spécialement un quotidien, ne comptera pas sur les bénéfices à la vente, mais sur ses contrats de publicité. Chaque numéro du « Figaro » est ainsi payé à 80 % par la publicité. Encore ledit journal doit-il distribuer gratuitement 100.000 exemplaires chaque jour pour justifier ses contrats.

La presse quotidienne fait de maigres bénéfices, en comparaison des investissements nécessaires, ce

qui fait dire à Philippe Tesson : « Plus le journal est puissant... et plus dure sera la chute ». Cet équilibre fragile peut un jour tout remettre en cause, la presse se verra-t-elle alors obligée de faire le trottoir pour recevoir les subventions d'un Etat qui ne rêve que de la soumettre ?

A MOINS QUE...

Quel avenir pour une presse peu lue, si l'on sait qu'une personne sur dix achetant « Le Monde » lit intégralement un seul article ? Voilà qui illustre bien l'intervention de Christian Dedet au cours du débat, parlant des lecteurs « sur-divertis et sous-informés ». La presse d'opinion est en disgrâce, les enquêtes ou articles de fond n'intéressent plus que de rares initiés et les maniaques de Droit constitutionnel, l'extension des pages magazines est plus payante.

D'un côté le grand public préfère les informations générales aseptisées d'une presse qui n'a rien à dire, et de l'autre un public minoritaire, mais d'autant plus sectaire, qui lit la presse d'idée ou d'opinion, ce qui ne veut pas toujours dire libre (2).

La presse répond-elle encore à sa mission ? La collusion de la grande presse avec le pouvoir n'est plus à démontrer — à ce propos, à noter l'excellent numéro du « Point » sur l'A.F.P. —. Tout journaliste sérieux a table ouverte chez les ministres, la grande presse compose la première avec le magma du pays légal. La mise en scène, le spectacle que déploie le pouvoir en contact quasi permanent avec les journalistes, oriente et déforme le choix et la présentation de leurs informations. Un monde clos qui nous renvoie au livre de Jean Ferniot dénonçant le « Tout-Etat ».

La presse ne pourra se maintenir sans se réformer. Revoir le problème de la distribution, limiter le tirage d'une presse localisée sont les objectifs prioritaires quant à son renouvellement. Et l'expérience du réseau de distribution « pirate » de la « N.A.F. » peut être reprise. Il s'agirait donc de redonner à la presse une dimension artisanale.

Mais un pareil renouvellement est-il possible dans le cadre d'institutions qui mettent chaque jour l'Intelligence en péril de mort ? Aussi fait-il saluer, au milieu des « gnan-gnan » d'un Parisien aliéné, la bouffée d'air pur et de défi que lance quotidiennement « Combat ». Le courageux quotidien porte en sous-titre : « De la Résistance à la Révolution » ; dans une société soumise au règne du profit, à la loi d'un marché manipulé, où les jeux sont faits d'avance, voici pour la presse libre le temps de la Résistance. Il importe que les militants royalistes comprennent que leur tâche est précisément de faire le pont « de la Résistance à la Révolution ».

Philippe DELAROCHE.

(2) Cas de « L'Humanité » ; organe de presse lié à une orthodoxie.

emprunt giscard 73

A première vue, l'emprunt Giscard, clos en trois heures le 16 janvier, est un succès. Mais cette machine de guerre contre l'inflation ne se réduit-elle pas, en fait, à un coup d'épée dans l'eau ?

UN ACCÉLÉRATEUR DE L'INFLATION

En premier lieu, il est indispensable de rappeler que, malgré son montant élevé — en volume — l'actuel emprunt d'Etat ne représente que 1 % de la masse monétaire, or il s'agissait bien d'agir efficacement sur son évolution. A titre de comparaison, l'emprunt Pinay 1952 — d'un montant de 4,3 milliards de francs — représentait 10 % de la masse monétaire, le Pinay 1958, 4 % de la masse monétaire. Aucun des six emprunts qui suivirent celui de 1952 ne peut être aussi important, proportionnellement.

Il n'est pas totalement faux de dire que l'emprunt pourra financer des investissements nouveaux sans création monétaire excessive, mais l'effet contraire risque également de se produire, et c'est le deuxième point à noter, car le drainage vers l'Etat de fonds qui étaient indispensables au secteur privé ne pourra qu'accroître le volume de crédits accordés à l'économie par le système bancaire. En effet, aucune entreprise privée ne s'est risquée à s'adresser à l'épargne des ménages pour financer son expansion et ne pourra le faire avant quelques mois, car aucune émission privée n'aurait pu avoir quelque chance de succès face à la concurrence de l'Etat. Son autofinancement étant notoirement insuffisant, le recours à l'épargne lui étant momentanément interdit, l'entreprise ne peut s'adresser qu'aux banques et le coût des crédits qu'elle obtiendra restreindra d'autant ses marges bénéficiaires devenant, en quelque sorte, un accélérateur de l'inflation.

De même, la ponction de l'Etat dans les disponibilités de liquidités n'est-elle justifiable qu'en raison d'une efficacité économique ou sociale, supérieure à celle de l'entreprise privée. On sait que « l'efficacité » du secteur public est difficile à prouver ! Certains affirment que l'Etat stérilise ainsi l'épargne des ménages. Cette conception, ultralibérale, de l'organisation des rapports entre l'Etat et l'entreprise privée, n'est, malheureusement, pas totalement inexacte.



LA CRISE LARVÉE

Enfin, l'emprunt 1973 a bénéficié, sans aucun doute, du succès des emprunts antérieurs. L'image rassurante de M. Pinay est présente à l'esprit de nombre de Français, économes par tradition. Le succès de sa politique économique en 1958 est indéniable et l'économie française est actuellement avide de remèdes-miracles. En la matière, tout laisse penser qu'il ne s'agit que d'un « placebo ». Pourtant M. Giscard d'Estaing n'est certainement pas sans avoir un objectif plus profond. Empêcher les capitaux français de fuir à l'étranger, voilà la raison profonde de cet emprunt. D'une certaine manière, la réussite est donc certaine ; grâce au jeu de garanties tenant compte aussi bien de la situation politique et économique interne que de la situation internationale, on a transformé — suivant l'expression de spécialistes — du « franc suisse en franc », c'est-à-dire qu'il est devenu inutile de porter ses capitaux en Suisse dans la crainte d'une victoire de la gauche. Mais peut-on ignorer que par un simple changement de délais de paiement — incontrôlable dans l'immédiat — l'ensemble des entreprises françaises peuvent diminuer au moins du tiers les réserves monétaires de la France ? Un autre tiers étant constitué par les placements des pays arabes en monnaie française, les positions sionistes d'une partie de la gauche peuvent rendre très rapidement déficitaire notre balance des paiements. Tout n'est donc pas résolu, loin de là, par cet emprunt.

Très récemment, le ministre de l'Economie et des Finances reconnaissait ne pouvoir dépasser le stade de l'action conjoncturelle. Comme un simple ministre de la IV^e République. Pour lui on assiste actuellement à une « inflation par les structures ». N'y a-t-il pas en regard une incapacité structurelle du pouvoir et du système à dominer la mosaïque d'intérêts privés contradictoires qui subjuguent l'intérêt général ?

P. D'AYMERIES.

semaine sociale

HONEYWELL-BULL : QUATRE SEMAINES DE GRÈVE

Depuis un mois, grève pour 900 employés de la « Bull » (dont 600 appartenant au service « entretien-clients ») en vue de revendications simplement quantitatives. Occupation du centre de Bobigny et du centre de démonstration de Neuilly.

Deux faits méritent d'être remarqués :

— La direction avait appelé en remplacement des techniciens anglais et allemands. Ces derniers ont refusé de briser la grève, lorsqu'ils ont appris le motif de leur venue en France.

— La C.G.T., minoritaire dans l'entreprise (30 %), serait prête à accepter tout de suite les propositions de la direction. Elle espère que sa modération lui permettra de gagner des voix aux prochaines élections, parmi la majorité du personnel restée non-gréviste.

Cette grève illustre les difficultés du combat syndical dans l'entreprise multinationale que n'hésite pas à faire appel à des techniciens domiciliés à l'étranger. Elle montre aussi la capacité de résistance du syndicalisme à l'échelle internationale. Quant à l'abandon des intérêts réels des employés par la C.G.T., pour glaner quelques voix, cela ne nous surprend pas beaucoup.

ACCORDS RENAULT

Le P.D.G. de la Régie a signé, le 17 janvier, avec tous les syndicats un accord qui consacre le principe de l'abaissement de l'âge de la retraite. Intéressant 95.000 travailleurs, cet accord permet aux salariés de la Régie de prendre leur retraite à 63 ans, la régie versant à vie une rente complémentaire compensant la minoration subie pour la retraite de la Sécurité sociale, comme pour la retraite complémentaire. A partir de 62 ans, le salarié peut demander un congé d'attente d'une année et touche alors 75 % de son salaire. Ces dispositions sont applicables un an plus tôt aux femmes.

Les autres points de l'accord concernent la garantie d'une augmentation minimum du pouvoir d'achat de 2 %, la réduction des horaires de travail à partir d'octobre, l'amélioration des conditions de travail, l'augmentation de l'embauche du fait des départs en retraite, la mensualisation des ouvriers horaires à partir du 1^{er} février, une nouvelle dotation de 15 millions de francs au fonds de régularisation permettant de compenser à 60 % la réduction des horaires pour raisons économiques, enfin l'amélioration du droit syndical.

Cet accord, d'une importance certaine, servira sans doute d'argument dans la campagne électorale. Le gouvernement le montrera en exemple de sa politique sociale. Et la C.G.T. et les organisations de gauche argueront du fait que Renault ne doit pas être le seul endroit où ce type d'accord doit être conclu.

ALLOCATIONS FAMILIALES : SCANDALE A PARIS

La région parisienne met à la disposition de 770.000 allocataires une seule caisse de paiement : d'où surmenage des 7.500 employés, exaspération et tension nerveuse dans le hall d'attente, perte de nombreux dossiers par un ordinateur mal utilisé. Ajoutez à cela un personnel insuffisant (700 postes non pourvus en raison des faibles salaires), une direction générale sclérosée... et vous aurez un tableau parfait de la bureaucratie parisienne en 1973.

Edgar Faure a trouvé la solution : nommer un administrateur provisoire après dissolution du conseil d'administration. Cela apportera peut-être une amélioration temporaire. Mais c'est le gigantisme qui est à mettre en cause... et le renforcement de la tutelle de l'Etat ne résoudra rien sur le fond.

François RAMEAU.

avec... jean ferniot

Jean Ferniot, éditorialiste à RTL, vient de publier chez Grasset un pamphlet dont G. Leclerc a rendu compte la semaine dernière dans ces colonnes.

— Vous attaquez tout au long de votre livre le « Tout-Etat » dont vous faites finalement partie ?

Oui, je le dis dans ce livre. C'est le résultat de l'âge et d'une certaine maturité qui m'a fait penser que ce que j'avais accepté pendant de nombreuses années parce que je ne trouvais pas ça extraordinaire ou scandaleux m'a paru un beau jour un scandale.

Il est probable que si je n'avais pas participé, si je ne participais pas encore à ce monde là, je n'en aurais pas vu les vices, les erreurs ou les faiblesses.

— Pourquoi, dans ce livre, condamnez-vous le système majoritaire ?

La condamnation que je porte du système majoritaire n'est pas tellement due au fait qu'une majorité gouverne le système. Ce que je condamne, c'est l'abus du système majoritaire où la minorité ne peut exprimer son avis. Dans certains pays, comme l'Allemagne, l'Angleterre, voire les Etats-Unis, ceux qui gouvernent associent plus ou moins l'opposition à certaines grandes décisions. En France, pas du tout : l'opposition vote systématiquement contre tout projet parce qu'il est gouvernemental, et le gouvernement rejette tout projet de l'opposition, simplement parce qu'il vient de l'opposition. Je trouve cela monstrueux.

— Tout au long de votre livre, vous opposez morale et politique et vous expliquez que nos concitoyens sont plus attirés par l'une que par l'autre.

La politique change. Jusqu'à présent, la politique a été considérée comme un art ou une spécialité qu'on laisse à des gens qui la connaissent. Mais de plus en plus, les gens se posent des questions sur la moralité de la loi.

Le fait que l'on ne s'intéresse plus guère à ce qui se passe dans les assemblées tient moins à la diminution du pouvoir de ces assemblées qu'à la disparition de tout ce qui n'est pas connaissance des problèmes modernes.

De plus en plus, on juge l'avortement, une grève ou la divulgation de scandales, non comme des péripéties de caractère politique, mais en termes moraux. Il est difficile de faire de la politique sans morale. J'entends morale dans un sens proche de la morale religieuse.

— Ne croyez-vous pas que la morale dont vous parlez est très formaliste ?

Pour moi, cette morale est surtout un souci de justice face à la souffrance que provoque l'injustice. Mais il ne faut pas aller trop loin dans l'analyse des catégories morales. Cette morale commence par se préoccuper des injustices les plus choquantes et les plus proches de l'individu pour s'ouvrir à un jugement moral sur les inégalités d'un pays tout entier.

J'ai aussi constaté avant la guerre (je suis d'une famille très modeste) une très grande solidarité, un grand souci d'entraide dans les maisons ouvrières (les ancêtres de nos HLM). Aujourd'hui les phénomènes que sont l'automobile et la télévision ont brisé cette solidarité humaine. Au moins dans les grandes cités.

— Vous ne traitez pas ou très peu du problème de l'Etat.

Je ne crois pas du tout aux institutions et c'est avec un très grand scepticisme que je les considère.

Le scrutin qui nous est imposé actuellement est un scrutin inique. On peut se contenter des institutions que l'on a aujourd'hui mais c'est par un aménagement de la consultation à tous les échelons que l'on peut améliorer les choses.

— D'où vient votre aversion pour les partis politiques ?

La coupure entre les organisations et la nation me paraît inadmissible. Mais je n'ai pas la stupidité de croire qu'un régime républicain puisse vivre sans partis.

Les partis sont des syndicats d'élus sortants faits pour que le maximum de gens de chez eux soient élus. Là encore, on ne voit pas de partis politiques consulter les Français sur ce qu'ils souhaitent, avant d'établir un programme.

Je comprends très bien qu'un programme ne puisse pas prendre en considération les désirs de chaque Français ; il serait alors totalement contradictoire.

La vie politique consiste à demander au gouvernant, c'est-à-dire l'électeur ou le citoyen, de déposer dans l'urne tous les cinq ans un bulletin et à ne plus s'inquiéter de lui pendant les cinq années qui suivent. C'est tout à fait anachronique et immoral !

contestation élections

les électeurs trahis...

L'électorat de la majorité correspond le mieux à la photographie socio-professionnelle de la France. Sur-représenté chez les électeurs aux plus forts et aux plus faibles revenus, il obtient en revanche des résultats assez médiocres dans les catégories intermédiaires. Mais les contrastes entre points forts et points faibles sur le plan socio-professionnel sont nettement moins marqués que dans l'électorat du P.C.

De même, sur le plan géographique, l'opposition entre « bases » gaullistes (Est, Ouest, Paris-ville) et « déserts » gaullistes (Sud-Ouest, Midi) est bien moins marquée que chez le P.C. et tend même à s'atténuer.

Bloc de partis (U.D.R., Giscardiens, C.D.P.) fédérés autour de Charles De Gaulle, il ne s'est pas effondré après le départ du fondateur de la V^e République. Mais il est relativement moins monolithique de par sa diversité sociale et géographique que les partis de gauche.

D'après une enquête I.F.O.P. de février 1967 (1), les préoccupations communes qui l'unissent sont dans l'ordre :

C'est dans les milieux ruraux qu'il obtient ses moins mauvais scores, ainsi que dans l'Ouest et l'Est où le gaullisme lui a cependant enlevé la majorité de ses troupes.

Votent volontiers centristes les notables et le public modéré qui se sont opposés à De Gaulle au moment de l'affaire algérienne ou qui n'ont pas accepté l'effacement du Parlement et le caractère technocratique de la V^e République.

L'amour des notables, le refus de l'effacement des élus locaux devant le pouvoir parisien, la peur de la France rurale devant l'urbanisation anarchique, contribuent à fournir

— Le désir de faire respecter la France dans le Monde : les invocations gaulliennes à « Notre Dame la France » trouvent un vif écho dans la Lorraine de Barrès, l'électorat traditionaliste de l'Ouest, le peuple de Paris ;

— La volonté d'assurer la stabilité politique en France : le dégoût du régime d'Assemblée et des partis a entraîné massivement l'électorat de droite à voter De Gaulle sous la V^e République.

Ce dernier trait correspond au désir d'ordre de la majorité des Français. « La France est poignardée », assurait un ouvrier à Charles Maurras (cf. « Enquête sur la Monarchie »). En écho à cette parole, des centaines de milliers de Parisiens défilaient, le 30 mai 1968, pour affirmer leur soutien à De Gaulle et protester contre le « chienlit » du Quartier Latin. En écho, des dizaines de milliers de Parisiens, à l'annonce de la mort de De Gaulle, défilaient sur les Champs-Élysées pour rendre un dernier hommage au « restaurateur de l'Etat » et au « mainteneur de l'Indépendance nationale ».

une clientèle aux centristes.

De même le Centre Démocrate, héritier du très confessionnel M.R.P., conserve une clientèle dans les milieux pratiquants attachés à certaines valeurs, notamment familiales.

Enfin, l'idée d'unification européenne, chère au M.R.P., n'a pas été étrangère aux succès passés du Centre dans l'Est et notamment dans l'Alsace, fortement traumatisée par les guerres franco-allemandes.

Résistance, réagit violemment à la mainmise de l'Europe des trusts sur l'économie française.

Devenu méfiant à l'égard des désordres de rues, il constitue en revanche une société à part, voire une contre-société. Ceci s'explique par sa relative localisation socio-professionnelle (prédominance ouvrière) et géographique (points forts du Nord, de la Banlieue Rouge, de l'Ouest et du Sud-Ouest du Massif Central, de certains départements méridionaux — Bouches-du-Rhône, Gard ; points faibles de l'Ouest et de l'Est). Ceci se manifeste par son attachement électoral au Parti (un électeur communiste sur cinq seulement a changé d'avis entre 1944 et 1958, les maires communistes sont inamovibles), et aux « organisations de masses » (les communistes forment l'ossature de la C.G.T.).

un notable radical et socialiste, exprime à la fois son désir de voir l'état de choses changer et sa confiance en telle personnalité pour pallier, par son intercession auprès de l'Etat, les conséquences du sous-développement.

L'importance prise par les « leaders » locaux explique d'ailleurs l'absence de monolithisme du courant radical et socialiste.

Un appoint marginal (pour l'instant) et inédit est fourni par le courant socialiste-chrétien issu de la C.F.D.T. et déçu par les insuccès du P.S.U.

fortement aux problèmes urbains : maîtrise des sols, lutte contre la spéculation et l'élimination des catégories modestes du cœur des villes, problème des transports. Ils ont eu une position d'avant-garde en matière de régionalisme et les « Colloques de Grenoble » organisés à leur instigation ont joué un rôle déterminant dans la sensibilisation de tout un secteur de l'opinion sur cette question.

L'électorat P.S.U. — méfiant à l'égard des élections — n'hésite pas à participer aux combats axés sur la qualité de la vie. C'est sans doute l'électorat dans lequel le désir d'exercer des responsabilités de citoyen au niveau de la vie quotidienne est le plus grand.

majorité

réformateurs

p.c.

p.s.

p.s.u.

L'électorat communiste, en grande partie ouvrier (49 % du total — enquête I.F.O.P. février 1967), est représenté néanmoins dans toutes les catégories sociales, notamment les « revenus moyens ». Points faibles : agriculteurs, cadres supérieurs, industriels et commerçants.

Electorat populaire. Vote pour le Parti par désir de justice sociale. Souhaite notamment une redistribution des revenus par le biais de la fiscalité qui permettra d'atténuer l'inégalité des chances. Croit aux vertus de l'école unique comme facteur de promotion sociale.

A le goût du travail bien fait, le sens de la discipline, voire de l'action militante (1).

Dépositaire d'une certaine tradition jacobine, il est profondément patriote, vibre dès qu'on évoque l'épopée de la

Il combine trois grandes traditions :

D'abord, la tradition anticléricale de la III^e République, symbolisée par Jaurès, Combes et Herriot, complétée par une véritable religion du progrès. Des hommes comme Jules Guesde (1), au début du siècle où ces instituteurs « missionnaires de la République » décrits par Pagnolet, Gaston Bonheur, incarnent assez bien cette croyance touchante et naïve dans la science instrument du progrès.

Ensuite, la tradition protestataire du Midi délaissée par « Paris ». Dès lors, l'électorat méridional, en votant pour

Le petit électorat P.S.U. (moins d'un million de voix) est dans une faible mesure constitué d'électeurs déçus par l'ancienne S.F.I.O. et le P.C., surtout d'hommes et de femmes venus à la politique par les mouvements culturels, l'action municipale et l'action syndicale, très souvent marqués par le catholicisme de gauche. Mai 1968 a entraîné un afflux très important de nouveaux militants.

Ces électeurs P.S.U. portent leur intérêt de préférence sur les nouveaux fronts de lutte. Ils militent pour une transformation des conditions de travail et pour l'instauration d'un pouvoir ouvrier dans l'entreprise, plutôt que pour de simples augmentations de salaires. Ils s'intéressent

...par les états-majors

1^o TRAITS GÉNÉRAUX

Le personnel des états-majors de la majorité et formellement anti-parlement avec l'implantation électorale de l'U.D.R. notamment, a été imposée par l'exécutif elyséen dans le pays, contre les partis de la IV^e, malgré la répugnance des notables.

Mais les partis de la majorité ont substitué aux vieux groupes de pression des partis classiques, l'omnipotence d'une série de camaraderies, voire de compagnonnages compacts : bloc des anciens de la Résistance et des Compagnons de la Libération, fraternité des « jeunes loups » technocrates, qui ont choisi par désir de faire carrière dans la majorité. L'imbrication entre les hommes de la majorité, les forces économiques sur lesquelles ils ont cherché appui et la machine de l'Etat est notoire. Elle se traduit par un affaissement spectaculaire, ponctué depuis deux ans de scandales retentissants. La

majorité prétend incarner l'unité nationale et rassembler le pays autour de l'Etat. Elle a, en fait, colonisé ce dernier et, à travers lui, le pays.

En matière d'ordre, la majorité s'est surtout soucieuse de flatter les réactions viscérales de son électorat et d'assurer un ordre formel (loi anticasseurs). Mais cet ordre n'est pas l'Ordre. Ainsi la loi Faure instaure le parlementarisme dans l'Université, en maintenant les structures centralisées de celle-ci, associe la démagogie du « tronc commun pour tous » et la sélection féroce et hypocrite au début de l'enseignement supérieur.

L'étatisme, le refus de décentraliser, le mépris des technocrates ministériels pour les réalités locales, la volonté de cultiver l'expansion pour elle-même, sans la finaliser, accentuent le caractère bureaucratique et déshumanisant de l'« ordre » instauré par la V^e République.

Les réformateurs, élus en partie par le public modéré « Algérie française », sont les politiciens français les plus dénationalisés. Leur passion de l'Europe ne connaît pas de bornes. C'est le M.R.P. qui, sous la IV^e République, s'est fait le propagandiste de l'Europe supranationale, par désir de dépasser le cadre national « fauteur de divisions ».

Quant à Servan-Schreiber, il ne conçoit la société qu'en termes de rentabilité économique.

Le Parti communiste se veut un parti révolutionnaire, désireux de transformer la société capitaliste en société communiste. Le programme commun contient (à l'initiative des Socialistes) un chapitre intitulé « Changer la vie ».

En fait, le P.C. ne tient nullement à briser brutalement les modes de vie de la société française. Le programme commun est axé avant tout sur la satisfaction des revendications salariales, la distribution de subventions aux agriculteurs ou aux commerçants, l'abaissement de l'âge de la retraite, etc.

En revanche, il pose en termes vagues les pro-

blèmes de modification des structures et d'amélioration de la qualité de la vie.

Socialistes et radicaux de gauche sont dirigés par des notables qui ont fait de leurs partis de vastes clientèles.

Ainsi, les municipalités radicales et socialistes grossissent le nombre de leurs employés communaux : il y en avait 14.000 à Toulouse au temps de la municipalité Bazerque.

Ainsi, parlementaires socialistes et radicaux s'efforcent d'intervenir auprès des ministères pour placer le maximum de protégés dans la fonc-

tion publique. L'opération est bien sûr un jeu d'enfant quand le ministre est du parti.

Ce n'est pas un hasard si de nombreux fonctionnaires sont socialistes... et si le nombre des méridionaux est impressionnant dans les P.T.T. ou la S.N.C.F.

Mais en réduisant leurs électeurs à l'état de clients et de mendiants, les dirigeants socialistes et radicaux les rabaisent.

Contemporaine et leur référence au marxisme. Ceci les conduit tantôt à plaquer des schémas préfabriqués sur des analyses justes : ainsi les régionalistes P.S.U. réclament plus ou moins l'indépendance de « l'Occitanie » au nom du droit des peuples à l'autodétermination. Tantôt, au contraire, leur méfiance à l'égard des formes d'Etats socialistes existants les conduit à des discussions interminables sur la nature du pouvoir socialiste... et à des scissions répétées.

La problématique même, dans laquelle se place le P.S.U., sa contestation des formes d'ac-

Enfin, si le désir de préserver l'indépendance nationale est réel chez certains politiciens de la majorité (Sanguinetti, Debré), on ne peut oublier que c'est la V^e République qui a appliqué le Marché commun, l'a élargi et a favorisé l'emprise des sociétés étrangères sur notre économie.

2^o CARACTÈRES PARTICULIERS

U.D.R. : associe l'équipe des vieux compagnons gaullistes issus de la résistance et des temps héroïques du R.P.F. avec les jeunes énarques soucieux d'efficacité économique, style Chandon.

tradition des notables modérés au sein de la majorité avec un apport de « jeunes loups » technocrates, cherchant à créer un mouvement de droite d'allure moderne et dynamique.

C.D.P. : transfuges du centre (Fontanet, Plevin, Duhamel), ralliés en 1969 à Pompidou par goût du pouvoir. Des notables frénétiquement européens pour la plupart.

enfants à partir de deux ans, bref de créer une termitière fonctionnelle et d'abolir toute forme d'enracinement.

C'est ce qui explique pourquoi J.-J. S.-S. s'est fait le héros du « Pouvoir régional » : dans son esprit il s'agit non pas de restaurer des libertés locales concrètes, mais de créer huit à dix super-régions à taille européenne, fondées principalement sur le critère économique, qui affaibliront l'Etat national.

Paris, n'a guère amélioré le désert urbain qu'elle constitue.

La C.G.T. n'a introduit les revendications qualitatives (cadences, transports, etc.) dans son programme que tardivement et sous la pression de la concurrence gauchiste.

L'étatisme du P.C. l'amène à une grande répugnance à l'égard de l'autogestion et des revendications régionalistes.

Enfin, le patriotisme du « Parti des 75.000 fusillés » a été souvent à l'éclipse, auxquelles l'U.R.S.S. n'a pas toujours été étrangère (pacte germano-soviétique approuvé par le Parti, appui au F.L.N. algérien).

De plus, ce n'est pas en enrôlant à tour de bras dans la fonction publique (et souvent dans des postes situés hors de leur région) des méridionaux, que l'on peut enrayer le déclin du Midi qui s'est poursuivi avec une belle constance sous la III^e et la IV^e République. Socialistes et radicaux étaient alors des défenseurs farouches de la centralisation. Ils tenaient à ce que l'Etat dans lequel ils avaient de fortes positions continue à être une providence toute-puissante.

tion politiciennes traditionnelles le condamnent à une implantation électorale très marginale. Parti de citoyens, le P.S.U. n'est guère un parti d'électeurs.



les entretiens pompidou- brandt

M. Willy Brandt, chancelier d'Allemagne fédérale et spécialiste en génuflexions était lundi et mardi à Paris pour le dixième anniversaire de la signature du traité de coopération et d'amitié franco-allemand.

De longs discours et les inévitables dépôts de gerbes à l'Arc de Triomphe ont marqué l'événement auquel les autorités des deux pays désiraient donner un éclat tout particulier.

Pourtant, lorsqu'ils se sont retrouvés en tête à tête pour cinq heures d'entretien, il n'est pas certain que M. Pompidou et M. Brandt n'aient eu que des choses agréables à se dire.

Quelques jours avant cette rencontre, le chancelier avait en effet insisté devant le Bundestag sur la nécessité de maintenir une alliance étroite avec les Etats-Unis. Et précisant sa pensée, il s'était exclamé : « *Le rôle de l'Europe doit être renforcé au sein de l'Alliance atlantique. La présence politique et militaire des Etats-Unis est indispensable au maintien de l'équilibre des forces en Europe.* »

Après cela toutes les déclarations sur la « Construction de l'Europe » ne pourront faire oublier l'aspect fondamental et constant de la diplomatie ouest-allemande : son allégeance totale à la cause et aux objectifs essentiels de l'impérialisme américain. « L'ostpolitik » n'a fait qu'accentuer la dépendance de la République fédérale envers les Etats-Unis. M. Willy Brandt a besoin de sentir ses arrières assurés pour poursuivre son « ouverture à l'Est »...

Paradoxe : c'est au moment où M. Brandt rappelle ainsi de façon très claire son souci d'aboutir à une Europe atlantique et pro-américaine que les deux hommes d'Etat ont eu à examiner le calendrier de la marche vers l'Union économique et monétaire. Curieuse conception qui consiste à mettre ainsi en place de multiples organismes dont nul ne sait encore exactement quelles fins ils serviront.

Naturellement, les communiqués officiels ont souligné une fois encore la belle et louable identité de vues entre les gouvernements français et allemand. Et puisque, comme à l'ordinaire, l'on n'était d'accord sur rien dans le domaine politique, l'on a dressé un plan ambitieux de mesures économiques et sociales. On s'est intéressé à l'agriculture, à l'enseignement et à la formation professionnelle. Mais de politique, point.

LA R.D.A. PASSAGER CLANDESTIN

Pourtant, M. Pompidou semble s'être fâché au moins sur un point : celui des facilités offertes à la R.D.A. au sein du marché commun. L'on sait qu'en vertu d'une annexe au traité de Rome et pour sauvegarder la fiction de l'existence d'une seule « nation allemande », l'Allemagne de l'Est peut à son gré introduire librement ses produits en République fédérale, et de là les répartir à travers les différents pays de la C.E.E. Berlin-Est est ainsi, en toute tranquillité, devenu un « passager clandestin » du Marché commun.

La situation n'était pas préoccupante jusqu'à ces derniers temps, en raison du faible niveau d'échanges entre les deux Allemagnes. Mais il en sera à coup sûr tout autrement, après la récente signature du traité fondamental entre les deux Etats allemands.

Mais comment M. Brandt pourrait-il accepter de freiner les échanges avec l'Allemagne de l'Est, alors qu'il s'agit là pour lui d'un gage prometteur d'une future réunification ?

L'on ne voit donc pas très bien quels ont pu être les véritables points d'accord entre M. Pompidou et M. Brandt. L'atmosphère n'en était pas moins aux sourires et à l'optimisme débordant. Depuis le temps qu'ils ne parviennent pas à s'entendre, les différents chefs de gouvernement du Marché commun ont eu tout le loisir d'appréhender à faire semblant. Mais jusques à quand ?

Gilles DESORRES.

la semaine prochaine : la naf et les élections 4 pages

Une diffusion massive est demandée.
Passez immédiatement vos commandes.

50 exemplaires	10 F
100 exemplaires	20 F
500 exemplaires	60 F
1.000 exemplaires	100 F

C.C.P. N.A.F. 642-31 Paris

Adressez vos commandes à N.A.F. -

Service Librairie, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris, accompagnées du montant, au C.C.P. N.A.F. 642-31 Paris.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

RESTAURATION NATIONALE
Edité par la S.N.P.F.

17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93

Abonnement un an : 45 F
Abonnement de soutien : 100 F
C.C.P. N.A.F. 642-31

Directeur de la Publication :
Yvan AUMONT

imprimerie abexpress
72, rue du château-d'eau paris 10^e

BULLETIN D'ABONNEMENT

17, Rue des Petits-Champs PARIS-1^{er}

ccp naf 642-31

nom Prénom
n° rue ville département

**Je souscris un abonnement
d'un an a la n.a.f.-hebdo
normal 45fr soutien 100 fr**





l'affaire « nouvelle école » commence

Il y a un mois, la *N.A.F.* révélait un scandale. Il ne s'agissait pas d'une de ces affaires d'immobilier dont l'année 1972 n'avait pas été avare. C'était, oserons-nous dire, plus sérieux. Rappelons en deux mots l'essentiel de la question.

Nous donnions les preuves que l'équipe du périodique disparu *Europe Action* s'était reconvertie pour animer une revue luxueuse *Nouvelle Ecole*, et une société de pensée très active, G.R.E.C.E. Cette revue et cette officine reprenaient, en ne les renouvelant que dans la forme, tous les thèmes d'*Europe Action* (réalisme biologique, « biopolitique », eugénisme, exaltation des vertus de la race blanche supérieure à toutes les autres, néopaganisme indo-européen, etc.). Là où *Europe Action* faisait hausser les épaules, *Nouvelle Ecole* séduisait au point de tromper son monde, et d'attirer autour d'elle des personnalités universitaires, d'obtenir des entretiens avec des sommités scientifiques.

Il était de notre devoir de réagir d'autant plus vigoureusement que trois éléments nous paraissaient déterminants :

1. Utilisant une stratégie d'infiltration dans des milieux choisis en fonction de leur influence prédominante, *Nouvelle Ecole* avait remporté des succès considérables en quatre ans. Plus nous étudions le dossier, plus les informations affluaient, plus grande était notre stupéfaction. Il s'agissait

d'une très grosse affaire, redoutable même.

2. Dans le climat général de désarroi intellectuel et moral, *Nouvelle Ecole* bénéficiait d'un consensus relativement favorable. L'afflux de travailleurs étrangers ne provoquait-il pas ici et là un racisme larvé ? Et puis, nous assistions à une remise en cause générale de l'attitude devant les problèmes de la vie et à une évolution des mœurs qui président à la vie sociale. Incontestablement,

nos réalistes biologiques profitaient de tout cela.

3. Notre propre école devait réagir sur le plan doctrinal devant une perversion de l'intelligence qui était commune aussi bien à une fraction de la droite qu'à une fraction de la gauche. Il s'agissait, en tout état de cause, d'un problème de civilisation capital pour l'avenir.

D'où notre campagne. Durant un mois nous avons produit des pièces, illustré des méthodes d'infiltration. La période électorale nous oblige à ouvrir un autre dossier. Que l'on sache bien partout que nous n'abandonnons pas *Nouvelle Ecole*, que s'il le faut, en temps voulu, nous irons jusqu'au bout du dossier, quoi qu'il en coûte.

L'affaire est trop grave. Elle ne fait que commencer.

Gérard LECLERC.

N.B. — Afin d'illustrer notre étude sur « un certain régionalisme » (*N.A.F.* n° 90), nous signalons à nos lecteurs deux articles récents : « La Normandie cherche son unité » par Jean Mabire (in *Spectacle du Monde*, janvier 1973), et « Les Pays-Bas français » par Alain de Benoist (in *Valeurs actuelles* des 15-21 janvier 1973).



le mouvement royaliste

nouveaux points de vente

SARTHE

La « N.A.F. » est en vente dans les principaux kiosques du MANS ainsi qu'à ARNAGE, ALLONNES, COULAINES.

BORDEAUX

- Librairie Feret, rue de Grassi.
- Librairie Boenec, rue des Remparts.
- Bar-Tabac Régence, cours du 30-Juillet.
- Maison de la Presse, rue de Cursol.
- Kiosque à l'angle cours Victor-Hugo et rue Boucherie.

TALENCE

- Librairie « Le Campus ».
- Le Home de la Presse.

réunions

SCEAUX ET ENVIRONS

Réunion-débat le jeudi 1^{er} février à 15 h au Centre Juridique de Sceaux, 54, boulevard Desgranges, sur le thème : Justice et Argent. Ce débat opposera : M. Mazeaud, magistrat, député des Hauts-de-Seine et M^e G.-P. Wagner, membre du Conseil de l'Ordre, président du Comité directeur de la N.A.F.

SECTION 15^e, ISSY-LES-MOULINEAUX, CLAMART, VANVES.

Dîner-débat le vendredi 9 février, sous la présidence de M. G.-P. Wagner, président du Comité directeur de la « N.A.F. », avec la participation de M. Philippe de Saint-Robert, écrivain et journaliste, et de M. Gilles Desorres, journaliste. Thème du débat : Une politique étrangère pour la France. Restaurant « Le Select », 5, rue du Dr Jacquemaire-Clemenceau. Inscriptions jusqu'au 2 février auprès de M. Pierre Arvis, 199, rue de Lourmel, Paris (15^e) - Tél. : 531-90-20. Prix du couvert : 40 F ; étudiants : 30 F.

INDRE-ET-LOIRE

TOURS

Samedi 27 janvier à 18 heures, dans les salons du « Métropole », 16, place Jean-Jaurès, conférence de Gérard Leclerc : « Maurras, prophète du XXI^e siècle ».

SAINT-SYMPHORIEN

Vendredi 26 janvier à 21 heures, dans la salle de la Mairie, conférence de Gérard Leclerc : « La France pour son avenir : la Monarchie ».

LOIRET

ORLÉANS

Jeudi 25 janvier à 21 heures, dans la salle de la Mairie, conférence de Gérard Leclerc : « L'A.F. et la Révolution ».

permanences

PARIS-ouest

SECTION 8^e - 17^e

Permanence tous les mardis à 21 h, salle Pétrissans, 30 bis, avenue Niel, Paris (17^e).

la naf dans l'aube

Pour tous renseignements, écrire à M. Jean-Marie Peres, 21, boulevard Danton à Troyes. La « N.A.F. » est en vente :

A TROYES :

- La Civette, place Maréchal-Foch.
- La Grasse Pipe, 1, rue Juvénal-les-Ursins.
- Le Balto, 51, rue de Turenne.
- Le Fontenoy, rue du Général-de-Gaulle.

Et également :

- Au Petit Caporal, av. Pasteur à Brienne.
- Librairie Collin-Noël, 50, Gde-Rue à Vendevre.
- Au Sporting Bar à Chaource.
- La Maison de la Presse à Ery-le-Châtel.
- Le Longchamp, rue de Paris à Arcis-sur-Aube.
- Mme Corrad à Marcilly-le-Hayer.
- La maison de la Presse à Aix-en-Othe.

centenaire charles péguay

un certain socialisme

« C'est la bourgeoisie capitaliste qui a infecté le peuple. Et elle l'a principalement infecté d'esprit bourgeois et capitaliste. »

Ch. PÉGUAY.

Que dire de Péguy qui n'ait été dit ? Comment rappeler dignement qu'en ce mois de janvier 1973, vivant, il aurait cent ans ? Seuls des spécialistes exhumeront peut-être un texte inconnu, ou risqueront une interprétation nouvelle. Mais les monuments du souvenir se ressemblent et ne servent trop souvent qu'à figer le passé dans les jardins des cimetières.

Péguy était avant tout une voix, et une voix qui savait se faire entendre. Réécoutons cette magie verbale, ce rythme conquérant où chaque phrase est comme une armée en campagne, marchant parfois d'un pas ample et souple, pour brutalement se resserrer et frapper à coups répétés. Ainsi faisait-il dans un texte publié il y a exactement soixante ans dans les « Cahiers de la Quinzaine » : *L'Argent*. Réécoutons la voix de Péguy : il n'y a pas aujourd'hui de meilleur hommage à lui rendre.

C. D.

Nous avons été élevés dans un tout autre monde. On peut dire, dans le sens le plus rigoureux des termes, qu'un enfant élevé dans une ville comme Orléans, entre 1873 et 1880 a littéralement touché l'ancienne France, l'ancien peuple, le peuple tout court, qu'il a littéralement participé de l'ancienne France, du peuple.

Et brutalement, écrit Péguy, en quelques années, la société tout entière s'est transformée, au point que le dernier ouvrier de ce temps-là était un homme de l'ancienne France et aujourd'hui, le plus insupportable des disciples de M. Maurras n'est pas pour un atome un homme de l'ancienne France...

C'est la conception, le sens du travail qui a été bouleversé. Un artisan d'aujourd'hui n'est plus un artisan. Dans ce bel honneur de métier convergent tous les plus beaux, tous les plus nobles sentiments, une dignité, une fierté. « Ne jamais rien demander à personne » disaient-ils. (...) Ils travaillaient. Ils avaient un honneur, absolu, comme c'est le propre d'un honneur. Il fallait qu'un bâton de chaise fût bien fait. C'était entendu. C'était un primat. (...) Il fallait qu'il fût bien fait lui-même, en lui-même, pour lui-même. Une tradition, venue, montée du plus profond de la race, une histoire, un absolu, un honneur voulait que ce bâton de chaise fût bien fait. Toute partie, dans la chaise, qui ne se voyait pas, était exactement aussi parfaitement faite que ce qu'on voyait. C'est le principe même des cathédrales.

Un principe oublié, perdu pour nous. Qui est responsable de ce bouleversement ? La réponse de Péguy est dépourvue d'équivoque : ... On ne saurait trop le redire. Tout le mal est venu de la bourgeoisie. Toute l'aberration, tout le crime. C'est la

bourgeoisie capitaliste qui a infecté le peuple. Et elle l'a précisément infecté d'esprit bourgeois et capitaliste. (...) C'est parce que la bourgeoisie s'est mise à traiter comme une valeur de bourse le travail de l'homme que le travailleur s'est mis, lui aussi, à traiter comme une valeur de bourse son propre travail. (...) C'est parce que la bourgeoisie s'est mise à exercer un chantage perpétuel sur le travail de l'homme que nous vivons sous ce régime de coups de bourse et de chantage perpétuel que sont notamment les grèves.

Péguy s'en prend alors à la social-démocratie et aux syndicats. Le parti POLITIQUE socialiste est entièrement composé de bourgeois intellectuels. Ce sont eux qui ont inventé le sabotage et la double désertion, la désertion du travail, la désertion de l'outil. (...) Ce sont eux qui ont fait croire au peuple que c'était cela le socialisme et que c'était cela la révolution.

Les partis SYNDICALISTES socialistes ont pu croire plus ou moins sincèrement qu'ils opéraient ou qu'ils constituaient par eux-mêmes une réaction contre les partis politiques. (...) Mais, en fait, ils sont eux-mêmes, eux aussi, infestés et infectés d'éléments politiques, les mêmes, d'autres intellectuels, des mêmes, d'autres bourgeois, des mêmes.

C'est là l'origine de la profonde aversion qu'éprouvait Péguy à l'égard de Jaurès. Il voyait en lui l'archétype de « l'intellectuel pourri » infectant le peuple. Je demande pardon au lecteur de pro-

Quoi que l'on pense et quoi que l'on puisse penser du devoir électoral, en fait il est impossible de nier que l'exercice du suffrage universel en France est devenu, sauf de rares et d'honorables exceptions, un débordement non encore éprouvé, un débordement de vice inouï. Exactement comme le nationalisme barbare, exactement comme l'alcoolisme, exactement comme l'antisémitisme barbare, exactement comme un certain militarisme, comme un certain colonialisme, comme l'africanisme, comme le surmenage industriel, comme la prostitution, comme la syphilis, comme les courses, comme et autant que tous les parlementarismes, le parlementarisme électoral est une maladie.

Charles PÉGUAY
Quatorzième Cahier
de la troisième série
(22 avril 1902).

ne sait quelles lois pénales. (...) Que peut-il y avoir de commun entre cet homme et le peuple, entre ce gros bourgeois parvenu, ventru, aux bras de poussah, et un homme qui travaille ?

Quel terrible jugement ! Et quelle terrible condamnation, aussi, de la société contemporaine : On ne parle aujourd'hui que de l'égalité. Et nous vivons dans la plus monstrueuse inégalité économique que l'on ait jamais vue dans l'histoire du monde. On vivait alors. On avait des enfants. Ils n'avaient aucunement cette impression que nous avons d'être au bain. Ils n'avaient pas comme nous cette impression d'un étranglement économique, d'un collier de fer qui tient à la gorge et qui se serre tous les jours d'un cran. Ils n'avaient point inventé cet admirable mécanisme de la grève moderne à jet continu, qui fait toujours monter les salaires d'un tiers, et le prix de la vie d'une bonne moitié, et la misère, de la différence. Qu'ajouter à cela, quand on sait que maintenant le prix de la vie n'est plus seulement ce que l'on a à déboursier pour sa subsistance, mais aussi son coût en contraintes matérielles ou spirituelles, en pollutions physiques et mentales, en fatigue, en maladies nerveuses, en agressivité...

Quelques mois plus tard, dans *L'Argent* Suite, Péguy concluait :

Aussi on peut dire que jamais les grands n'ont été aussi entourés ; jamais sous aucun régime, dans aucun système, les grands n'ont été aussi couverts contre le peuple, et le peuple aussi découvert contre les grands.

Et jamais l'argent n'a été à ce point le seul maître et le Dieu. Et jamais le riche n'a été aussi couvert contre le pauvre et le pauvre aussi découvert contre le riche.

Et jamais le puissant n'a été aussi couvert contre le faible, et jamais le faible n'a été aussi découvert contre le puissant. REPOSUIT POTENTES IN SEDE.

Dans ce sens, Maurras n'aurait pas pu mal interpréter le Magnificat, lui sur qui Péguy a eu ces lignes, dans *Notre Jeunesse* : ... Qu'au courant de la plume, et peut-être, sans doute, sans qu'il y ait pensé, dans un article de Maurras je trouve, comme il arrive, non point comme un argument, présentée comme un argument, mais comme oubliée au contraire cette simple phrase : « NOUS SERIONS PRETS A MOURIR POUR LE ROI, POUR LE RETABLISSEMENT DE NOTRE ROI », oh alors on me dit quelque chose, alors on commence à causer. Sachant d'un tel homme que c'est vrai comme il le dit, alors j'écoute, alors j'entends, alors je m'arrête, alors je suis saisi, alors on me dit quelque chose.

Comment ne pas être saisi, nous aussi, par chacun de ces mots, chacune de ces phrases que, par une belle journée de septembre 1914, Péguy allait signer de son sang ?

Christian DELAROCHE.